



Audition de la FEETS-FO par Mme Mathilde Panot, Députée, dans le cadre du rapport budgétaire sur les crédits du développement durable 15 octobre 2018

Ministères/ministère...de quoi parle-t-on ?

Le ministère de la Transition Écologique et Solidaire, son ministère délégué aux Transports et le ministère de la Cohésion des Territoires **trouvent leurs origines dans la mise en place en 2007 d'un grand ministère, qui devait lancer quelques mois plus tard le Grenelle de l'Environnement.** Rapidement scindé en deux ministères, ce socle cohérent pour porter les politiques globales de Développement Durable a été conservé **au travers d'un SG commun, de services ministériels communs au niveau central et régional, ainsi que de budgets communs pour les effectifs permettant de ne pas cloisonner les mobilités des personnels.** Un socle concerné par des modifications de périmètres, **dont la perte de la sécurité routière en 2012 au bénéfice du ministère de l'Intérieur.**

De nombreux changements de nom et de ministres **n'ont quant à eux pas facilité la continuité de portage des politiques et la défense des arbitrages en interministériel.**

Dans ce cadre, **les agents se sont fortement mobilisés pour intégrer l'ensemble des politiques ministérielles et leurs évolutions**, avec l'écueil initial en 2007 d'opposition ou mise en concurrence ressentie par les personnels en fonction de leurs parcours ou profils professionnels. Avec notamment dans un premier temps **le sentiment d'une stigmatisation des missions et compétences « Equipment »** (aménagement, transports, bâtiments, appui aux collectivités), pourtant précieuses, derrière l'étendard « Environnement ». **Avant que « l'Environnement » ne soit à son tour quelque peu stigmatisé** dans les discours et arbitrages interministériels, hors négociations internationales. Depuis de nombreuses années, **les agents et cadres ont donc pour la plupart été confrontés à la suppression de missions, de moyens, voire des structures**, là où leur culture professionnelle est fondée sur la conduite de projets constructifs en réponse aux attentes sociétales.

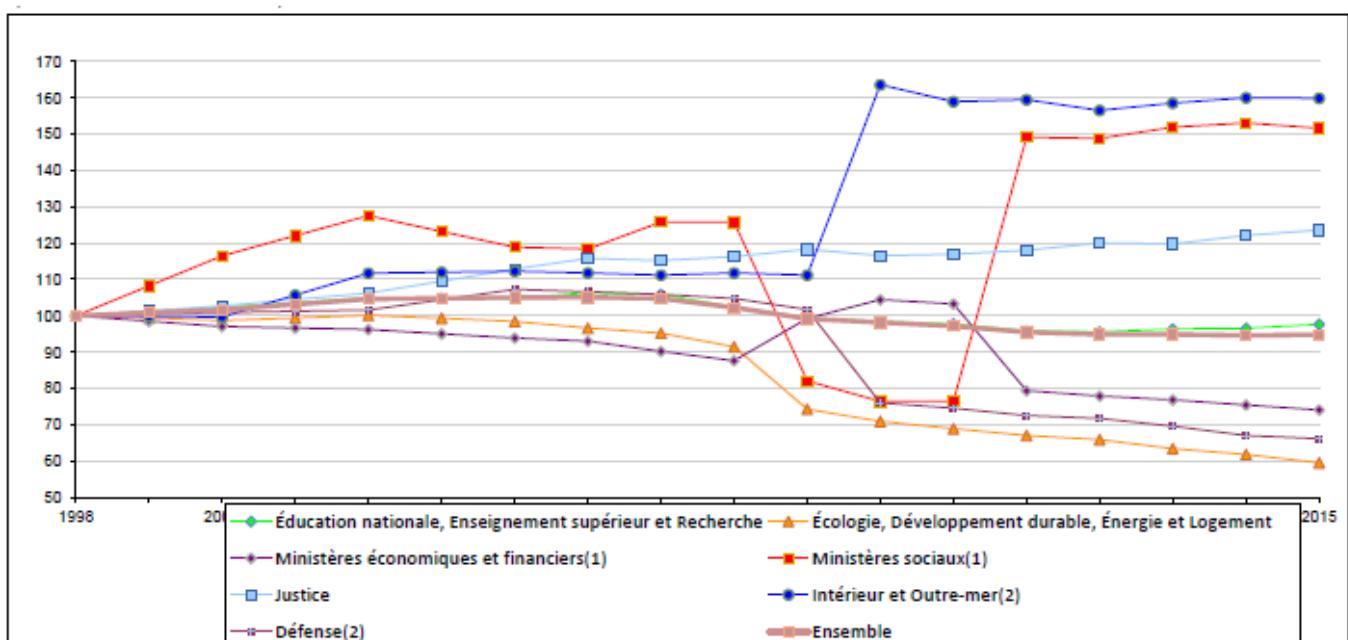
De la RGPP à la MAP puis à AP 2022 : un cap constant en matière d'effectifs...voire s'aggravant nettement !

2007/2017 :

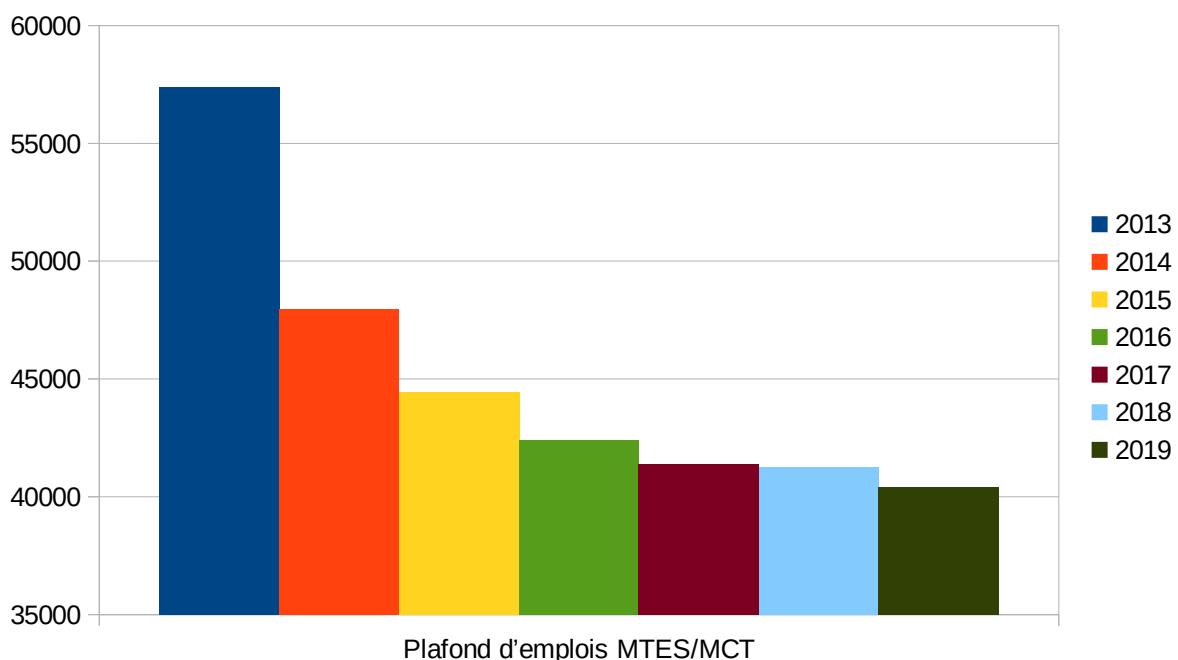
Bien que le ministère de l'Environnement/Ecologie ait parfois pu apparaître en première ligne médiatique, en lien avec les négociations internationales sur le climat, **il aura figuré, avec le ministère chargé de l'Habitat, parmi les ministères les plus sacrifiés lors du précédent quinquennat.** Pour ces deux ministères, ce sont ainsi 4 819 ETP qui auront été supprimés au cours des cinq exercices budgétaires, en prolongement voire aggravation des évolutions impliquées précédemment par la RGPP.

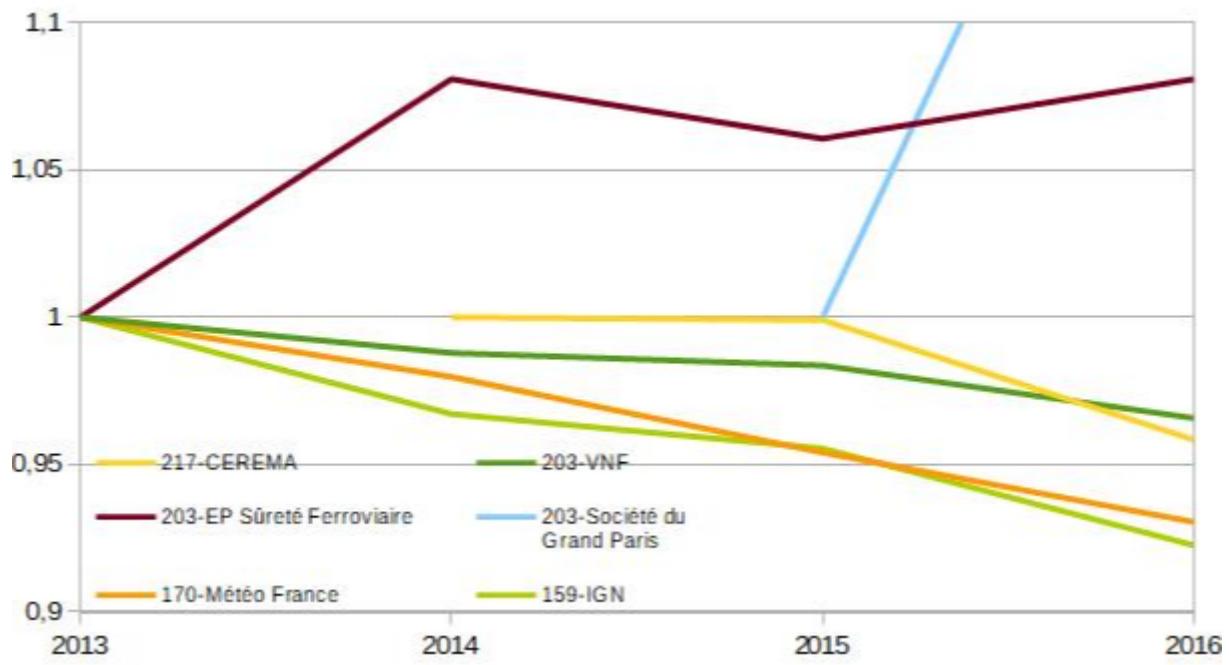
Globalement, **le périmètre ministériel a ainsi perdu en 10 ans de l'ordre de 40 % de ses effectifs** (intégrant pour partie les transferts routiers aux collectivités en 2007), **et 25 % depuis 2009.**

Évolution des effectifs physiques de la FPE dans les principaux ministères entre le 31 décembre 1998 et le 31 décembre 2015



Cette baisse drastique et continue de moyens depuis maintenant 10 ans a conduit à **une succession de restructurations, voire à des suppressions de missions impliquant des reconversions professionnelles en cascade**. Ceci ayant un effet direct sur l'efficacité du portage des politiques. De même, ce contexte a pu contribuer au mieux à une démotivation professionnelle des agents, au pire à l'alimentation des risques psychosociaux « primaires ».





2018 :

Là où le précédent quinquennat s'était employé à ponctionner 1000 emplois par an en moyenne, **le budget 2018 a supprimé 1347 emplois sur le périmètre ministériel MTES/MCT**, intégrant les opérateurs hors DGAC. **La continuité en pire donc !**

Jusqu'ici, **les agents de ces ministères pouvaient se targuer d'être sous la tutelle d'un ministre d'État**, deuxième dans le rang protocolaire du gouvernement .

En 2018, ils ont donc pu se « féliciter » d'appartenir au bloc ministériel :

- **médaille d'or 2018 dans l'épreuve du nombre de postes supprimés dans ses opérateurs**
- **médaille d'argent 2018 dans l'épreuve du nombre absolu de postes supprimés**
- **médaille d'argent 2018 dans l'épreuve de l'effort à la « maîtrise des emplois publics » rapporté à ses effectifs (-2%)**

Sauf qu'à être inscrits à ce triste palmarès, il n'y a rien à gagner et tout à craindre !

2019 :

Rien ne change dans la trajectoire austéritaire imposée au bloc MTES/MCT en matière d'effectifs.

- 1329 postes sur le périmètre ministériel y/c les opérateurs (une fois expurgé le tour de passe-passe sur les sociétés du Grand Paris et du Canal Seine Nord)

En 2019, **nos ministres « bons élèves » peuvent donc supprimer :**

- 10 DDT (qui ont perdu près de 40 % de leurs effectifs depuis 2010) placées dans le viseur du ministère de l'Intérieur,
- 2 DREAL menacées par une OPA hostile des préfets,
- 2 DIR dans un contexte de rumeurs de privatisation,
- l'ensemble des DIRM aux missions sur la sellette,
- l'ensemble des DEAL,
- 3 directions d'administration centrale,
- Nos écoles et centres de formation et les Services Techniques Centraux,
- l'IFSTTAR,

- L'AFB et la quasi totalité de l'ONCFS,
- l'IGN,
- 5 directions du Cerema,
- 3 directions territoriales de VNF,
- l'ensemble des directions inter-régionales de Météo-France

Pourtant, **l'actualité estivale tant sur le plan du climat que des transports et des infrastructures aurait du susciter un sursaut d'indignation pour préserver des services et établissements portant des enjeux majeurs de moyen et long termes.**

Services : -815 ETP

Opérateurs (hors Grand

Paris et Canal Seine

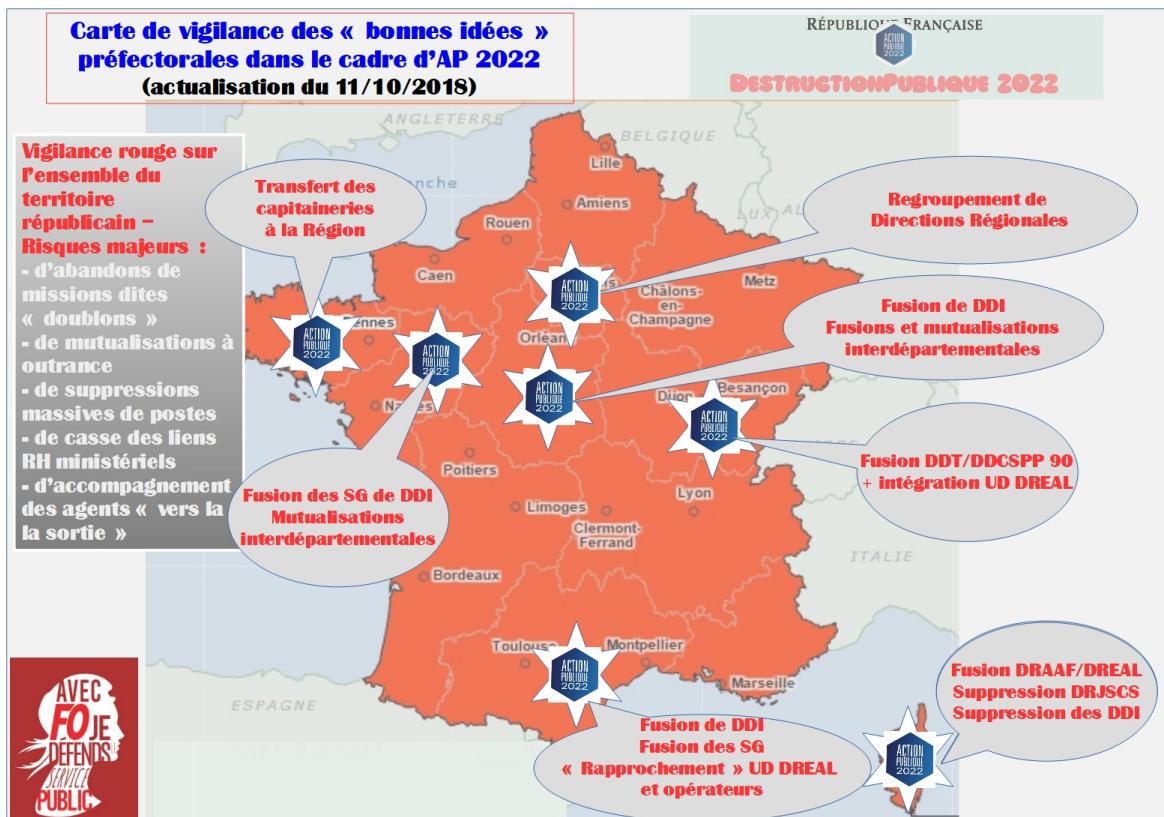
Nord) : -503 ETP

Total : 1320 ETP (2%)

Les suppressions dans certains opérateurs				
Météo-France	-94	2831	-3,32 %	
IGN	-34	1473	-2,31 %	
CEREMA	-101	2695	-3,75 %	
VNF	-92	4264	-2,16 %	
Agences de l'eau	-44	1576	-2,79 %	
ONCFS	-39	1443	-2,70 %	

Zooms sur quelques problématiques saillantes

- **Hold-up programmé du ministère de l'Intérieur sur les services territoriaux de l'État :** la fin de la technicité, l'ouverture au « tout arbitraire local »
 - [Manifeste FO](#) pour l'État territorial garant de l'égalité territoriale, de la solidarité nationale et de la redistribution
 - [Communiqué](#) Sortie d'APnée 2022 : Vers une nouvelle réforme de l'État Territorial !



- [Communiqué](#) « Renforcer la prévention et la gestion de crises » dans le cadre d'AP 2022 : De qui se moque-t-on ?
- **Abandon massif de missions** (aménagement, logement, mer...) sous le motif de missions « doublons » (là où d'autres missions ont été supprimées précédemment sous le même motif...amenant à faire illusion avec la création de l'ANCT)
 - [Communiqué](#) Compilation des attentions portées par CAP 2022 aux ministères Ecologie/Transports/Cohésion des territoires
 - [Communiqué](#) « Affaires maritimes 2022 »: un avant goût d'AP 2022 sur le littoral ?
- **Casse assumée du Cerema** (dont la dotation ne couvre plus la masse salariale) **et de Météo-France** (dixit le PDG : "si je fais avec ce qu'on me donne actuellement, le fond de roulement se contracte à 10 jours de fonctionnement) **la fin de l'expertise publique pour affronter les enjeux de long terme**
 - [Communiqué](#) FO transmet aux ministres son Manifeste CONTRE le dépeçage du Cerema!
 - [Communiqué](#) Véhicules autonomes : changement de cap impératif ou sortie de route programmée !

- [Communiqué](#) Ouvrages d'art des collectivités: le ridicule ne tue pas...croisons les doigts pour que l'inconséquence du gouvernement ne le fasse un jour!
- [Communiqué](#) Météo-France dans la tourmente « Action Publique 2022 » et [déclaration](#) de FO au Comité Technique de Météo-France du 27 septembre 2018
- [Communiqué](#) Mobilisation commune Cerema/IGN/Météo France à l'occasion du sommet sur le climat: contre l'austérité !!!
- **Privatisation programmée du réseau routier national :** la fin du financement des infrastructures de transport par l'impôt redistributif, place au financement par les usagers pour alimenter la finance.
 - [Communiqué](#) Réseau routier en danger : on nous trompe sur la cible !!!
 - [Communiqué](#) "Plan de sauvegarde" du réseau routier national: il serait temps...mais pas à n'importe quelle condition!
 - [Communiqué](#) Entretien des routes de l'Etat - opération "Enfumage" annoncée
- **Étranglement des opérateurs,** notamment :
 - **Menace de fermeture à la circulation de certaines voies d'eau** en raison de la pression budgétaire appliquée à VNF, menace renforcée par la suppression de la taxe hydraulique dans le projet de loi de finance 2019, sans assurance à ce stade que cette taxe puisse effectivement être remplacée par une redevance, dont les caractéristiques devraient être définies dans un décret pris après avis du Conseil d'État.
 - **La seule source de financement des opérateurs de la biodiversité sont les redevances des agences de l'eau** (dont les premiers contributeurs sont les ménages avec la facture d'eau) alors que que l'AFB, l'ONCFS, les Parcs nationaux sont des services publics pour tous. C'est donc la solidarité nationale à travers des crédits d'Etat qui devraient les financer. De plus dans ces opérateurs dont les agences de l'eau, il y a plus de suppressions que de départs naturels. Est ce qu'un plan de licenciement est organisé ?
 - **Problématique des emplois hors plafonds :** face à la baisse drastique du plafond d'emplois dans certains opérateurs et pour répondre à l'augmentation des missions, il est d'usage aujourd'hui d'avoir recours à des salariés hors plafond : VSC, contrats aidés, interim, CDD de droit publics pour des périodes de 5 ans et 11 mois... Les diminutions d'emplois sont donc aussi directement une source de travail précaire dans l'administration.